



SOLIDARITÉ NORD/SUD ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES



**Le Saguenay-Lac-St-Jean
une région en arrimage
et en réciprocité avec le SUD
dans un contexte de mondialisation**

29 et 30 mai 2008 - CÉGEP de Jonquière

Compte-rendu

René Lachapelle, secrétaire du GESQ

En allocution d'ouverture, Gérald Larose, président du GESQ, a proposé le constat que nous nous trouvons actuellement dans un faisceau de crises –climatique, énergétique, alimentaire, etc. – qui, s'ajoutant aux inégalités croissantes, font en sorte que l'«on s'est magasiné un méga cul-de-sac». Au Québec, la société civile se retrouve sur la touche pendant que les gouvernements s'adonnent à une politique «massivement conservatrice» qui fait reculer les politiques publiques et favorise la militarisation. On s'aligne pour frapper un mur.



En même temps, a-t-il insisté, «on n'aura jamais vu autant de nouvelles initiatives citoyennes» qui relancent le débat social sur la finalité de l'économie. «Les crises sont des opportunités de changer» et «l'économie sociale solidaire est formidablement propulseur d'un nouveau sens». Elle met au cœur de l'activité économique les hommes et les femmes, elle mise sur le collectif, elle s'appuie sur et nourrit le lien social, elle s'oriente vers le bien commun et elle interpelle le marché toutes les fois qu'il ne prend pas en charge les coûts qu'il génère. Bref, l'économie sociale solidaire donne un sens à l'économie.

Il a proposé six axes stratégiques : territorialiser la propriété contre une mondialisation qui désapproprie, développer le capital humain, pérenniser le capital physique, produire des biens de proximité, développer services de proximité et transformer les rapports entre producteurs et

consommateurs. Il conclut son exposé en soulignant que le Saguenay-Lac St-Jean est une région qui met en évidence que les territoires sont d'abord des lieux d'ancrage, d'identité, de développement et d'exercice de la citoyenneté : «Il faut que chaque territoire puisse développer son propre potentiel. Le Québec doit s'orienter vers un développement multipolaire s'il veut éviter de frapper le mur!»

Le premier panel portait sur l'expérience de solidarité internationale vécue par les étudiantes et étudiants du CEGEP de Jonquière depuis dix-huit ans. Sylvie Brassard a présenté la démarche du département de Techniques de travail social qui collabore avec plus de soixante-quinze organismes communautaires dans l'organisation de stages. L'équipe a développé un lien avec le Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac St-Jean suite aux demandes des étudiants préoccupés par le contexte de mondialisation. C'est donc vers l'un des pays avec lesquels collabore cet organisme que se sont orientés les projets.



Depuis 1990, quinze stages de huit semaines ont été réalisés au Burkina Faso (Afrique de l'Ouest). 140 jeunes y ont vécu une expérience d'immersion et sept des dix professeurs du département les ont accompagnés dans cette expérimentation concrète de la solidarité internationale.

Martine Bourgeois a présenté le point de vue du Centre de solidarité du Saguenay-Lac St-Jean qui agit comme partenaire du CEGEP. Elle considère que pour parvenir à un vrai développement des communautés au Sud, il faut changer les politiques au Nord. Quant au travail sur le terrain dans le Sud, il est basé sur le développement durable qui allie les activités génératrices de revenu, les enjeux sociaux comme la condition des femmes et la lutte pour la préservation de l'environnement. C'est ce qui donne tant d'importance à sensibilisation vécue par les jeunes du Collège. Ce travail est par contre menacé. En 1995, le Gouvernement du Canada a effectué des coupures drastiques dans l'aide publique internationale et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris restreint les ressources disponibles pour les projets de coopération de proximité.



De gauche à droite: Mia Laberge, Jean Murdock, l'animatrice Colette Fournier, Sylvie Brassard, Martine Bourgeois et Jean-Baptiste Zett

Jean Murdock, professeur de Sciences politiques, et Mia Laberge, présidente de la Coopérative Humani-Terre, ont présenté cette initiative d'apprentissage grandeur nature au CEGEP de Jonquière. Les stages organisés par le Collège pour développer les habiletés en communication interculturelle et sensibiliser à la coopération internationale ont subi le contrecoup du 11 septembre 2001 et de la modification des politiques de l'ACDI. Il a fallu se tourner vers de nouvelles sources de financement, ce qui a conduit à mettre sur pied une coopérative jeunesse capable de lever des fonds. En 2005, ce sont les étudiantes et étudiants qui ont porté et poussé le projet avec l'appui pédagogique du Collège, afin de réaliser des stages de deux mois au Burkina Faso.

La coopérative Humani-Terre est une coopérative-école et le CEGEP a mis à sa disposition un local où sont installés une cellule locale d'Amnistie Internationale et une succursale de Magasins du monde, une entreprise de commerce équitable. C'est la Coopérative qui a réalisé le stage de janvier-mars 2008 à Banfora (Burkina Faso). En fait, cette entreprise permet aux étudiantes et étudiants de vivre l'économie sociale et solidaire. Elle ouvre des horizons et prépare une relève pour la solidarité internationale. Comme l'exprimait Mia Laberge, dans la coopérative les étudiantes et étudiants développent des projets et apprennent l'entrepreneuriat collectif en les réalisant. Elle ajoutait que, forts de cette expérience, ils comprennent très bien ce qui est en jeu sur le terrain quand ils arrivent dans le Sud, et ils sont intéressés aux réseaux comme le Forum social régional du Saguenay-Lac St-Jean où leurs propres initiatives peuvent trouver des partenaires.

Inspirés par la démarche du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) à Dakar en 2005, les États généraux de l'AQOCI et le Sommet de l'économie sociale en 2006, ils ont entrepris en 2007 la réalisation à Banfora d'une démarche de promotion de l'économie sociale solidaire, la création du Réseau local de promotion de l'économie sociale et solidaire (RELOPESS). Jean-Baptiste Zett, professeur à l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso), a raconté comment lors de la Rencontre de Dakar les discussions avaient permis de préparer ce stage et de développer une initiative qui organise la mise en réseau des initiatives d'économie sociale à partir de la base et concrétise ainsi les perspectives mises de l'avant par le RIPESS.

Le second panel présentait quatre initiatives d'économie sociale qui concrétisent le renouvellement de ces pratiques. Simon-Olivier Côté, l'un des promoteurs de la Coopérative Verte, et Any Truchon, initiatrice de l'Échappée bleue, ont présenté leur démarche patiente pour développer des entreprises collectives qui répondent à leurs valeurs, et sont des activités économiques respectueuses de l'environnement et appuyées sur la force du nombre et sur l'innovation. Tous deux ont souligné qu'il faut apprendre à faire avec les contraintes de la gestion pour passer du projet à sa réalisation de même que l'importance de la patience et de la détermination pour y arriver. Ces deux projets reposent sur des mobilisations de cent à cinq cents personnes qui ont accepté d'y investir.



De gauche à droite : Any Truchon et Simon-Olivier Côté, l'animatrice Marielle Tremblay, Saïdou Ouedraogo et Wilson Angarita

Wilson Angarita a présenté une démarche de formation développée avec la Corporation Intégration Saguenay, destinée au soutien à l'entrepreneuriat collectif avec de nouveaux arrivants. Le manuel d'autoformation est organisé en onze ateliers qui répondent aux questions des entrepreneurs à toutes les étapes du démarrage, de la consolidation ou du développement d'une entreprise. Saïdou Ouedraogo du Réseau des caisses populaires du Burkina Faso a présenté les réalisations de cette fédération : 102 caisses populaires et 550 000 sociétaires, de projets d'intégration par la création

d'emplois dans des micro-entreprises et des entreprises artisanales, un pour les jeunes non scolarisés ou déscolarisés et un autre pour les jeunes diplômés sans emploi dans les communautés locales du Burkina.

Au terme du premier avant-midi, la synthèse proposée par René Lachapelle retenait la mise en évidence de cinq caractéristiques communes à toutes les expériences proposées. D'abord leur ancrage territorial : les grands enjeux politiques à l'échelle internationale sont au cœur des préoccupations qui ont inspiré ces initiatives soucieuses d'être des alternatives. Deuxièmement, l'économie sociale solidaire constitue leur inspiration commune : toutes s'appuient sur une vision du monde qui tasse la productivité au profit de la convivialité sans être moins viables pour autant. Troisièmement, toutes ont un caractère éducatif en termes de solidarité et de réciprocité : en permettant à des gens de se côtoyer, elles leur permettent de se comprendre et rendent possible l'action collective. Pour arriver à ces repères communs et pour avoir assez de souffle pour durer, des structures de soutien – institutions, coopératives, associations, etc. – sont essentielles. Quatrièmement, devant le cul-de-sac de l'idéologie du progrès et de la croissance, elles manifestent toutes l'importance de la solidarité. Chacune à sa manière ajoute à cette démarche qui est celle du mouvement ouvrier et des nouveaux mouvements sociaux. Enfin, le problème politique traverse toutes ces réflexions : construire n'est possible que si l'on peut aussi résister aux choix politiques qui font reculer la solidarité et compliquent la mise en œuvre d'alternatives.

Le troisième panel a mis en valeur quatre démarches innovatrices et porteuses d'une solide expertise chacune dans leur domaine. Ce sont des entreprises qui travaillent à recomposer une activité économique qui laisse actuellement bien peu de retombées dans la région du Saguenay, selon l'animateur Louis Pilote.



De gauche à droite: Guy Deschênes, l'animateur Louis Pilote, Valérie Laberge, Gérald Tremblay et Patrick Côté

centre du Québec habité, a démontré comment le groupe CODERR est devenu un consortium phare sur le terrain de la gestion des matières résiduelles.

Guy Deschênes a présenté Boisaco une compagnie qui fait de Sacré-Cœur une municipalité importatrice nette de main-d'œuvre. Valérie Laberge a montré comment la Coopérative de solidarité Quatre Temps mène une démarche concertée de planification stratégique pour assurer le développement durable de la forêt régionale, une sapinière à bouleau jaune. Patrick Côté de la Coopérative Val-Éo a démontré que le Québec fait carrément fausse route dans le développement de l'éolien alors que les réussites européennes en la matière indiquent quelle avenue est porteuse pour l'avenir. Enfin Gérald Tremblay, en présentant avec une pointe d'humour une carte du Québec qui démontre que le Saguenay est au

La première journée s'est terminée par un cocktail au cours duquel on a procédé au lancement du dernier ouvrage de Louis Favreau, *Les entreprises collectives, Enjeux sociopolitiques et territoriaux de*

la coopération et de l'économie sociale, aux Presses de l'Université du Québec, et à la remise d'un prix hommage à la fondatrice de la Maison de Quartier de Jonquière, Marie-Josée Baril.



Sylvie Brassard, Marie-Josée Baril et Gérald Larose



Professeur Tiémoko Malé de la FENASCOM

Le Professeur Tiémoko Malé a présenté l'expérience malienne en santé communautaire. En une quinzaine de minutes, le trésorier de la Fédération nationale des associations de santé communautaire du Mali (FENASCOM), a présenté un aperçu historique de ces organismes de la société civile malienne qui mettent œuvre l'Initiative de Bamako pilotée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1987. Il a particulièrement insisté sur le défi considérable que représente une prise en charge communautaire de la santé dans un pays pauvre et souligné l'importance de soutenir les personnes qui s'engagent à le relever. C'est dans ce cadre que s'inscrit le partenariat de la FENASCOM avec le Regroupement québécois des intervenantes et intervenants communautaires en CLSC (RQIIAC).

La seconde journée des travaux a donné lieu à une table-ronde sur les initiatives de la finance solidaire. Le panel animé par Jean Murdock réunissait Saïdou Ouedraogo du Réseau des Caisses populaires du Burkina Faso, Camille Laforge,



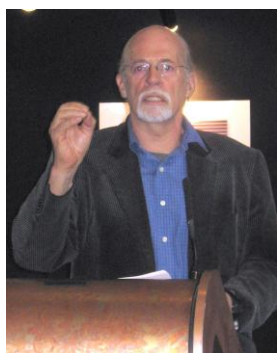
Marie-Annick Fortin, Lucie Fréchette, Jean Murdock, Saïdou Ouedraogo et Camille Laforge

vice président aux finances des Caisses populaires du Québec, Marie-Annick Fortin du Fonds d'entraide communautaire du Saguenay-Lac St-Jean, et Lucie Fréchette du Fonds Solidarité Sud. Les quatre ont illustré comment l'épargne peut être mise au service du développement. Le réseau des Caisses populaires du Burkina et Développement international Desjardins (DID) ont travaillé de concert pour que ces caisses puissent répondre à la fois à la réponse aux besoins de base et au démarrage d'activités économiques qui permettent aux populations de participer au développement économique de leur communauté. DID permet aux composantes du

Mouvement Desjardins de mettre leurs professionnels au service de 1 749 coopératives financières dans les pays du Sud. Ces institutions locales gèrent actuellement des actifs de 1,8 milliards \$CAN et desservent plus de quatre millions de membres. L'expertise de Desjardins permet notamment l'informatisation des caisses, une nécessité quand leurs transactions quotidiennes dépassent 5 000 opérations, mais aussi un défi dans des pays pauvres où l'accès à l'informatique n'a rien d'évident.

Le Fonds d'entraide communautaire du Saguenay offre du crédit et de l'accompagnement à de petites entreprises : travailleuses et travailleurs autonomes, micro-entreprises et petites entreprises ayant besoin de prêts allant de 2 200 \$ à 7 800 \$. Il s'agit majoritairement de femmes (59%), jeunes (43 % ont entre 18 et 35 ans) et souvent bénéficiaires de l'assistance emploi (43 %). Le défi de ce type de crédit c'est de soutenir l'innovation tout en assurant la pérennité de l'organisation.

Le Fonds Solidarité Sud est une initiative de militantes et militants qui font le choix d'investir dans la solidarité internationale dans une perspective de développement des communautés. Lucie Fréchette a présenté ce fonds de dotation (placements dont les intérêts sont utilisés pour des projets) veut se démarquer de l'aide humanitaire : tous les produits du fonds seront consacrés à des projets de développement. Il a été constitué dans le cadre de Développement et Paix dont les acquis sur le terrain du développement solidaire sont bien établis. Assurer le financement du développement des communautés, c'est une façon de poser un geste politique dans le sens des alternatives à l'économie dominante. Gérald Larose lors de la période de question a expliqué comment la Caisse d'économie solidaire du Québec a choisi de ne pas donner de ristournes individuelles, mais d'affecter ses surplus à l'accompagnement des entrepreneurs collectifs, à de l'argent social pour leur permettre d'acheter de l'expertise et à des investissements dans le micro-crédit et dans l'accès à l'eau dans les pays du Sud.



En synthèse de l'Université d'été, Louis Favreau a rappelé que nos réflexions s'inscrivent sur le fonds de scène de la fracture Nord-Sud. Rappelant que la concertation a ses limites, il a affirmé que pour construire des alternatives, il faut savoir passer à la contestation. Les mots d'ordre de la Banque mondiale et du FMI pour l'éradication de la pauvreté extrême ne sont que de nouveaux habits pour l'aide humanitaire puisque les mesures envisagées ne soutiennent pas le combat pour le développement et pour la démocratie dans les pays du Sud. Les nouveaux acteurs de l'économie sociale solidaire reprennent le flambeau des initiatives qui depuis plus d'un siècle se proposent de résister à une économie qui ne laisse pas de place aux personnes. On lutte aujourd'hui contre la désindustrialisation et pour une économie d'avenir, écologique et durable. Il a énuméré six conditions pour que cela se réalise : asseoir les initiatives sur un réseau militant, mettre en réseau les initiatives et leur assurer un fonctionnement démocratique, allier les pratiques à la recherche et à la formation, avoir de l'accompagnement-conseil, avoir accès à du capital et compter sur un État capable d'établir un environnement favorable au développement.

En conclusion, Gérald Larose a rappelé que la force de l'économie sociale c'est de construire des liens sociaux pour produire de la richesse. L'économie sociale et solidaire, a-t-il affirmé, «est une économie du réel, non spéculative et qui s'oppose à l'économie classique qui manipule les désirs. On a un bel avenir!»